



CHAPITRE 48

Loi modifiant la Loi des entrepreneurs
en plomberie et chauffage de la province
de Québec

[Sanctionnée le 16 juillet 1964]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'As-
semblée législative de Québec, décrète ce
qui suit :

1949, c.
109, aa. 1,
2 et 3,
remp.

1. Les articles 1, 2 et 3 de la loi 13
George VI, chapitre 109, sont remplacés
par les suivants :

Titre
abrégé.

"1. La présente loi peut être citée sous
le nom de *Loi des maîtres mécaniciens
en tuyauterie du Québec.*"

Interpré-
tation:

"2. Dans la présente loi, les mots et
expressions suivants, à moins que ce ne
soit incompatible avec le contexte, doivent
être interprétés comme suit :

"minis-
tre";

1° "ministre" désigne le ministre du
travail de la province de Québec;

"Corpora-
tion";

2° "Corporation" signifie la Corpora-
tion des maîtres mécaniciens en tuyau-
terie du Québec;

"conseil";

3° "conseil" signifie le conseil provin-
cial d'administration de la Corporation;

"membre
de la Cor-
poration";

4° "membre de la Corporation" signifie
une personne admise dans la Corporation
conformément à la présente loi et aux
règlements de la Corporation;

"maître
mécani-
cien en
tuyaute-
rie";

5° "maître mécanicien en tuyauterie"
signifie une personne qui :

a) fait affaires comme entrepreneur en
installation de tuyauterie;

b) s'oblige à exécuter ou à faire exécuter
ou exécute comme tel et à son profit des

CHAPTER 48

An Act to amend the Plumbing and
heating contractors of the Province of
Quebec Act

[Assented to 16th July 1964]

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Que-
bec, enacts as follows :

1949, c.
109, ss. 1,
2, 3, re-
placed.

1. Sections 1, 2 and 3 of the act 13
George VI, chapter 109, are replaced by
the following :

"1. This act may be cited as the *Quebec Master Pipe-Mechanics Act.*"

Short
title.

"2. In this act, the following words and
expressions, unless such construction is
incompatible with the context, shall be
interpreted as follows :

Interpre-
tation:

1. "Minister" designates the Minister
of Labour of the Province of Quebec;

"Minis-
ter";

2. "Corporation" means the Corpora-
tion of Master Pipe-Mechanics of Que-
bec;

"Corpo-
ration";

3. "council" means the provincial coun-
cil of administration of the Corporation;

"council";

4. "member of the Corporation" means
any person who is admitted to the Cor-
poration in conformity with this act and
the regulations of the Corporation;

"member
of the
Corpora-
tion";

5. "master pipe-mechanic" means any
person who :

"master
pipe-me-
chanic";

a. does business as a contractor for the
installation of piping;

b. undertakes to carry out, or to cause
to be carried out or carries out as such

travaux d'installation de tuyauterie, que ces travaux soient exécutés à titre onéreux ou gratuit, que la rémunération, s'il y en a une, soit à l'heure, à la journée ou à forfait, et que ces travaux soient faits en exécution d'une convention verbale ou écrite, expresse ou implicite;

c) prépare des estimations, fait ou présente des soumissions, personnellement ou par personne interposée, dans le but d'exécuter, à son profit, de tels travaux;

d) fait à ses frais mais exclusivement à son usage personnel et à celui du bureau des examinateurs des plans en vue d'obtenir et d'exécuter à son profit de tels travaux;

e) emploie des apprentis ou des compagnons;

"installation de tuyauterie";

6° "installation de tuyauterie" signifie l'installation d'un, de plusieurs ou de tous les systèmes suivants, savoir:

a) les systèmes de chauffage utilisés pour la production de la force motrice ou la chaleur sous quelque forme que ce soit, dans toute bâtisse ou construction; ces systèmes comprenant entre autres les systèmes à eau chaude par gravité ou à circulation forcée et les systèmes à vapeur fonctionnant à haute ou basse pression ou à vide comprenant également tout système de combustion;

b) les systèmes de réfrigération destinés à rafraîchir l'air, à refroidir des substances ou à faire de la glace;

c) les systèmes de plomberie, dans toute bâtisse ou construction, comprenant la tuyauterie et tous les accessoires utilisés pour le drainage ou l'égouttement; pour l'arrière ventilation des siphons; pour l'alimentation de l'eau chaude ou froide; pour l'alimentation du gaz;

d) les systèmes de brûleurs à l'huile ou au gaz naturel mais non au gaz propane;

e) les systèmes d'arroseurs automatiques utilisés pour prévenir et combattre les incendies dans toute bâtisse ou construction.

L'expression "installation de tuyauterie" comprend de plus toute installation définie par le code de plomberie qu'applique le bureau des examinateurs.

"travaux d'installation de tuyauterie";

7° "travaux d'installation de tuyauterie" comprend les travaux d'installation,

and for his profit the work of installation of piping, whether such work is done for payment or free of charge, whether the remuneration, if any, is by the hour, by the day or for a lump sum, and whether such work is carried out under an oral or written, expressed or implied agreement;

c. prepares estimates, makes or submits tenders, either personally or by a person interposed, with a view to carrying out such work for his profit;

d. prepares plans at his expense, but solely for his own use and that of the board of examiners, with a view to obtaining and carrying out such work for his profit;

e. employs apprentices or journeymen;

6. "piping installation" means the installing of any or all of the following systems, to wit:

"piping installation";

a. heating systems used for producing motive power or heat in any form whatsoever, in any building or construction; such systems including among others gravity or forced hot water systems, and high, low or vacuum steam systems and likewise any firing system;

b. refrigerating systems for cooling air, chilling substances or making ice;

c. plumbing systems, in any building or construction, including piping and all accessories used for drainage or draining; for back air vent; for supplying hot or cold water or gas;

d. oil or natural gas burner systems but not propane gas burner systems;

e. automatic sprinkler systems utilized to prevent and fight fires in any building or construction.

The expression "piping installation" includes moreover any installation defined by the Plumbing Code applied by the board of examiners.

7. "piping installation work" includes the work of installing, repairing, altering

"piping installation work";

de réparation, de modification ou de réfection d'installations de tuyauterie;

"compagnon";

8° "compagnon" signifie une personne qui, étant reconnue comme tel par le bureau des examinateurs, loue à ce titre ses services pour effectuer des travaux d'installation de tuyauterie;

"apprenti";

9° "apprenti" désigne une personne qui, étant reconnue comme tel par le bureau des examinateurs, loue à ce titre ses services pour exécuter des travaux d'installations de tuyauterie;

"personne";

10° "personne" signifie tout individu ou toute association, société, compagnie ou corporation douée de la personnalité juridique;

"bureau des examinateurs";

11° "bureau des examinateurs" signifie le bureau des examinateurs établi en vertu de l'article 3 de la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus, 1941, chapitre 173);

"propriétaires d'édifices publics";

12° "propriétaires d'édifices publics" signifie les particuliers, compagnies et corporations qui sont propriétaires, locataires ou possesseurs, à quelque titre que ce soit, d'un édifice public au sens de l'article 2 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 170) ou d'un établissement industriel visé par la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 175), et leurs agents.

Constitution.

Nom.

"3. La corporation est constituée sous le nom de "Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec" en français et de "Corporation of Master Pipe-Mechanics of Quebec" en anglais."

1949, c. 109, a. 8, remp.

2. L'article 8 de la dite loi est remplacé par le suivant:

But.

"8. Le but de la Corporation est d'augmenter la compétence et l'habileté de ses membres en vue d'assurer au public une plus grande sécurité et une meilleure protection au point de vue hygiène et santé, et réglementer leur discipline et leur conduite dans le métier, de faciliter et d'encourager leurs études, de leur permettre de discuter des questions les intéressant, de définir d'une façon plus précise les qualités requises pour devenir maître mécanicien en tuyau-

or renewing piping installations;

8. "journeyman" means any person recognized as such by the board of examiners who leases his services as such to carry out piping installation work;

"journeyman";

9. "apprentice" means any person recognized as such by the board of examiners who leases his services as such to carry out piping installation work;

"apprentice";

10. "person" means any individual, association, partnership, company or corporation having legal status;

"person";

11. "board of examiners" means the board of examiners appointed under section 3 of the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes, 1941, chapter 173);

"board of examiners";

12. "owners of public buildings" means persons, companies and corporations who are owners, tenants or occupants, under any title, of any public building within the meaning of section 2 of the Public Building Safety Act (Revised Statutes, 1941, chapter 170) or of any industrial establishment contemplated by the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes, 1941, chapter 175), and their agents.

"owners of public buildings";

"3. The corporation is constituted under the name of "Corporation of Master Pipe-Mechanics of Quebec" in English and "Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec" in French."

Incorporation.

Name.

2. Section 8 of the said act is replaced by the following:

1949, c. 109, s. 8, replaced.

"8. The objects of the Corporation are to increase the proficiency and ability of its members so as to assure to the public greater security and protection with respect to health and hygiene, to regulate their discipline and professional conduct, to facilitate and promote their studies, and to give them an opportunity of discussing their interests, to define more precisely the qualifications required to become a master pipe-mechanic, as well as the obligations and responsibilities of

Objects.

terie, ainsi que les obligations et responsabilités de ce métier, enfin de rendre en général à ses membres tous les services dont ils peuvent avoir besoin.”

the trade, and finally to render its members generally all the services they may need.”

1949, c. 109, a. 10, remp. **3.** L'article 10 de la dite loi est remplacé par le suivant:

3. Section 10 of the said act is replaced by the following: 1949, c. 109, s. 10, replaced.

Sections spéciales.

“**10.** Le conseil de la Corporation peut par règlement, établir des sections spéciales groupant ceux de ses membres qui détiennent un même type de licence délivrée par le bureau des examinateurs, définir le statut des membres de ces sections, leurs droits et obligations en tout ce qui concerne la Corporation et déterminer les conditions de leur admission dans la section.

“**10.** The council of the Corporation may establish, by regulation, special sections grouping those of its members who hold the same type of licence issued by the board of examiners, define the status of the members of such sections, their rights and obligations in all matters that concern the Corporation and determine the conditions of their admission to the section. Special sections.

Approbation du règlement.

Un tel règlement doit être approuvé à une assemblée générale des membres de la Corporation; il est ensuite publié dans la *Gazette officielle de Québec*, avec avis qu'à l'expiration des 30 jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil. Il n'entre en vigueur qu'après semblable publication d'un avis de cette approbation.

Every such regulation must be approved at a general meeting of the members of the Corporation; it shall then be published in the *Quebec Official Gazette*, with a notice that on the expiry of 30 days following such publication, it will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval. It shall come into force only after similar publication of a notice of such approval. Approval of regulation.

Dispositions non applicables.

Les dispositions du paragraphe 4° de l'article 11 ne s'appliquent pas à un tel règlement.”

The provisions of paragraph 4 of section 11 shall not apply to any such regulation. Provisions not to apply.

1949, c. 109, a. 11, remp. **4.** L'article 11 de la dite loi est remplacé par le suivant:

4. Section 11 of the said act is replaced by the following: 1949, c. 109, s. 11, replaced.

Pouvoirs du conseil.

“**11.** Le conseil de la Corporation peut:

“**11.** The council of the Corporation may: Powers of council.

1° adopter, modifier et abroger des règlements concernant l'administration de la Corporation et la conduite de ses affaires à tous égards, la réalisation de ses objets et ses buts, l'exercice des droits et pouvoirs que la présente loi accorde à la Corporation, ainsi que des règlements concernant:

1. make, amend and repeal regulations respecting the administration of the Corporation and the management of its affairs in all respects, the attainment of its objects and purposes, the exercise of the rights and powers granted by this act to the Corporation, as well as regulations respecting:

a) sa régie interne;
b) les conditions d'exercice de la profession;

a. its internal management;
b. the conditions for carrying on the trade;

c) la qualification, la compétence, l'admission, la classification, la discipline, la suspension et l'expulsion des membres de la Corporation;

c. the qualification, competency, admission, classification, discipline, suspension and expulsion of the members of the Corporation;

d) l'examen d'admission dans la Corporation et celui du certificat de spécialisation;

d. the examination for admission to the Corporation and that for the certificate of specialization;

e) la cotisation annuelle, et les frais d'admission et d'examen;

f) la convocation, la tenue, le quorum et la procédure des assemblées des membres de la Corporation, de celles du conseil et des comités de la Corporation et des sections;

g) les indemnités et les allocations à accorder aux membres du conseil et aux officiers de la Corporation;

h) la création, la composition et les fonctions de comités qui auront tous les droits et pouvoirs que le conseil leur aura délégués;

i) la nomination, la destitution, la rémunération, les devoirs et pouvoirs des membres des comités créés par la Corporation;

2° diviser la province en sections pour les fins de l'application de la présente loi, créer pour chacune des sections un conseil de section, déterminer dans un règlement la désignation, la juridiction territoriale et la composition du conseil de section, le nombre et le mode d'élection de ses officiers et, en général, ses attributions et ses devoirs;

3° agir comme représentant de chacun ou d'un groupe de ses membres aux fins de négocier et signer en leur nom des conventions collectives de travail avec leurs employés, sous la réserve du droit de chacun des membres de former opposition en ce qui le concerne personnellement.

Ratification des règlements.

4° Les règlements adoptés par le conseil, à moins qu'ils n'aient été ratifiés dans l'intervalle à une assemblée générale des membres de la Corporation convoquée à cet effet, ne restent en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des membres de la Corporation, alors qu'ils cessent de l'être à compter de la date de cette dernière assemblée, s'ils n'y sont ratifiés.

Droit de désaveu.

Une copie de chaque règlement doit être transmise sans délai par l'entremise du ministre au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut le désavouer dans un délai de six mois, et tout règlement ainsi désavoué devient nul et sans effet à compter de la date à laquelle la Corporation est avisée de ce désaveu.

Dispositions applicables.

5° Les règlements visés aux sous-paragraphes *b, c, d* et *e* du paragraphe 1° ou au paragraphe 2° sont soumis aux disposi-

e. the annual assessment and the entrance and examination dues;

f. the calling, holding, quorum and procedure at meetings of the members of the Corporation, of the council and of committees of the Corporation and of sections;

g. the indemnities and allowances to be granted to the members of the council and to the officers of the Corporation;

h. the establishment, composition and duties of committees which shall have all the rights and powers delegated to them by the council;

i. the appointment, dismissal, remuneration, duties and powers of the members of the committees established by the Corporation;

2. divide the Province into sections for the purposes of the application of this act, establish a section council for each section, determine by regulation the designation, territorial jurisdiction and composition of the section council, the number and mode of election of its officers, and generally its functions and duties;

3. act as the representative of any member or group of members, for the purpose of negotiating and signing on their behalf collective labour agreements with their employees, saving the right of each member to object with respect to whatever concerns him personally.

4. The regulations made by the council, unless ratified in the meantime at a general meeting of the members of the Corporation called for that purpose, shall remain in force only until the next annual meeting of the members of the Corporation and shall cease to be in force from the date of such annual meeting, unless ratified thereat.

Ratification of regulations.

A copy of each regulation shall be transmitted without delay through the Minister to the Lieutenant-Governor in Council who may disallow it within a period of six months, and every regulation so disallowed shall become null and void from the date on which the Corporation is advised of such disallowance.

Right of disallowance.

5. The by-laws contemplated in subparagraphs *b, c, d* and *e* of paragraph 1 and in paragraph 2 shall be subject to

Provisions to apply.

tions du deuxième alinéa de l'article 10."

the provisions of the second paragraph of section 10."

1949, c.
109, aa.
à 18,
remp.
Excep-
tions.

5. Les articles 15 à 18 de la dite loi sont remplacés par les suivants:

5. Sections 15 to 18 of the said act are replaced by the following:

1949, c.
109, ss.
15-18,
replaced.
Excep-
tions.

"15. La présente loi ne s'applique pas:
a) aux mines ni aux ateliers de traitement de minerais régis par la Loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196);

"15. This act shall not apply:
a. to mines or to ore processing plants governed by the Quebec Mining Act (Revised Statutes, 1941, chapter 196);

b) aux territoires non organisés ni aux municipalités dont la population ne dépasse pas 5,000 âmes, sauf celles où il existe un égout public;

b. to unorganized territories or to municipalities whose population does not exceed 5,000 souls, except those where there is a public sewer;

c) aux propriétaires d'édifices publics pour les travaux de réfection, de modification ou de réparation exécutés dans leurs édifices par leurs employés ou apprentis réguliers;

c. to the owners of public buildings for renewal, alteration or repair work carried out in their buildings by their regular employees or apprentices;

d) aux membres de la Corporation des maîtres électriciens du Québec pour les travaux de réparation et d'entretien des systèmes de brûleurs à l'huile;

d. to the members of the Corporation of Master Electricians of Quebec for the repair and maintenance of oil burner systems;

e) aux municipalités ou agents de Sa Majesté du chef de la province pour les travaux d'installations de tuyauterie faits en régie;

e. to municipalities or agents of Her Majesty in right of the Province for piping installation work done under government supervision;

f) aux travaux exécutés au site et aux fins de l'Exposition Internationale de 1967, à Montréal, pour le compte d'un pays autre que le Canada par des ressortissants de ce pays.

f. to work done at the site and for the purposes of the International Exhibition of 1967, at Montreal, on behalf of a country other than Canada by nationals of such country.

Restric-
tions du
droit à
l'exercice
du métier.

Sous ces restrictions, nul ne pourra exercer le métier de maître mécanicien en tuyauterie à moins d'être membre en règle de la corporation. Cependant, nul ne contrevient à la présente loi en exécutant ou en faisant exécuter les travaux d'installation visés aux sous-paragraphes b et e du paragraphe 6° de l'article 2 de la présente loi, ou en faisant à l'égard de tels travaux les actes décrits aux sous-paragraphes c, d et e du paragraphe 5° dudit article 2.

Subject to those restrictions, nobody may practise the trade of master pipe-mechanic unless he is a member in good standing of the Corporation. Nevertheless, no one contravenes this act by carrying out or causing to be carried out the installation work contemplated in sub-paragraphs b and e of paragraph 6 of section 2 of this act, or by doing with respect to such work the acts described in sub-paragraphs c, d and e of paragraph 5 of the said section 2.

Right to
practise
restricted.

Compagnie ou
société.

"16. Le maître mécanicien en tuyauterie a le droit d'exercer son métier par l'intermédiaire d'une compagnie, ou société, dont il fait partie; celle-ci a les mêmes droits et les mêmes obligations que s'il exerçait à titre personnel, pourvu qu'elle ait la licence requise par la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie et se conforme aux dispositions de la présente loi et

"16. A master pipe-mechanic shall have the right to carry on his trade through a company or partnership of which he is a member; the company or partnership shall have the same rights and obligations as if he were acting individually, provided that it holds the licence required by the Pipe-Mechanics Act and complies with the provisions of this act

Company
or part-
nership.

des règlements de la Corporation. La compagnie ou société doit être membre de la Corporation, et, à ce titre, elle exerce le métier de maître mécanicien en tuyauterie. La Corporation ne peut exiger que la compagnie ou la société compte parmi ses actionnaires ou sociétaires d'autres mécaniciens en tuyauterie que celui qui l'a qualifiée pour l'obtention de la licence délivrée par le bureau des examinateurs et l'admission dans la Corporation.

Prête-nom interdit. Il est interdit à un membre de la Corporation de servir de prête-nom à une personne qui ne l'est pas.

Usage exclusif de titre. "17. Seuls les membres de la Corporation peuvent, sous réserve de ses règlements, prendre, porter, employer ou utiliser le titre de "maître mécanicien en tuyauterie", "maître en plomberie", "maître en chauffage", ou une abréviation de ces titres.

Installation de tuyauterie. "17a. La présente loi ne doit pas être interprétée de façon à permettre à un membre de la Corporation d'effectuer une installation de tuyauterie en dérogation à la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie ou aux règlements adoptés en vertu de cette loi.

Contrôle des prix, etc., prohibé. "18. Rien dans la présente loi n'autorise la Corporation à réglementer ou à contrôler les prix des marchandises servant aux installations de tuyauterie et ceux des contrats d'installation de tuyauterie, non plus que les conditions de paiement."

1949, c. 109, a. 20, remp. **6.** L'article 20 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Infractions et peines. "20. Toute personne qui, n'étant pas membre de la corporation, en règle avec ces règlements:

- a) exerce dans la province de Québec comme maître mécanicien en tuyauterie;
- b) contrevient à la présente loi;
- c) laisse entendre, fait présumer ou croire, alors que ce n'est pas vrai, grâce à un titre ou à une qualité qu'elle utilise ou grâce à des lettres ou signes dont elle fait précéder ou suivre son nom, ou par tout autre moyen, qu'elle a le droit d'exercer le métier de maître mécanicien

and the regulations of the Corporation. The company or partnership must be a member of the Corporation and, as such, shall carry on the trade of master pipe-mechanic. The Corporation cannot require the company or partnership to have among its shareholders or members any other pipe-mechanics than the one who qualified it for the license issued by the board of examiners and for membership in the Corporation.

Prête-nom forbidden. No member of the Corporation shall act as a prête-nom for a person who is not a member.

Use of certain titles restricted. "17. Only members of the Corporation may, subject to its regulations, take, make use of, or use or avail themselves of the name "master pipe-mechanic", "master plumber", "master heating-mechanic", or any abbreviation of such titles.

Piping installations. "17a. This act must not be so construed as to permit a member of the Corporation to carry out piping installations contrary to the Pipe-Mechanics Act or the regulations made thereunder.

Price control, etc., prohibited. "18. Nothing in this act authorizes the Corporation to regulate or control the prices of material for piping installations or those of piping installation contracts, or the conditions of payment."

1949, c. 109, s. 20, replaced. **6.** Section 20 of the said act is replaced by the following:

Offences and penalties. "20. Any person who, not being a member in good standing of the Corporation:

- a. carries on business in the Province of Quebec as a master pipe-mechanic;
- b. infringes this act;
- c. permits it to be understood, or causes it to be presumed or believed, when it is not true, either by a title or by a capacity which he assumes, or by placing letters or signs before or after his name, or by any other means, that he has the right to carry on the trade of a master pipe-

en tuyauterie, ou usurpe l'un des titres réservés aux membres de la Corporation, commet une infraction à la présente loi et encourt une amende de cent à deux cents dollars pour une première infraction, et de deux cents à mille dollars pour toute récidive dans les deux ans."

1949, c.
109, a. 21, mod.
Délai.
7. L'article 21 de la dite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:
"Ces actions ou poursuites peuvent être intentées dans les deux ans qui suivent l'infraction."

1949, c.
109, a. 22, remp.
8. L'article 22 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Droits sauvegardés.
"22. La présente loi ne porte pas atteinte aux droits et privilèges conférés
a) à la Corporation des ingénieurs du Québec et à ses membres, en vertu de la Loi des ingénieurs, 12-13 Elizabeth II, chapitre 56;
b) à l'Association des architectes de la province de Québec et à ses membres, en vertu de la Loi des architectes (Statuts refondus, 1941, chapitre 272);
c) aux membres de la Corporation des techniciens professionnels de la province de Québec.

Idem.
De plus, rien dans la présente loi n'empêche un technicien diplômé d'effectuer un travail en vertu de la formation qui lui est donnée dans les écoles techniques régies par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63).

1949, c.
109, aa. 23 à 29, aj.
9. La dite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 22, le titre et les articles suivants:

"BUREAU DES SOUMISSIONS

Entente.
"23. Le conseil peut conclure une entente avec une chambre de construction ou un fiduciaire pour l'établissement d'un bureau de soumissions déposées relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé.

Actes dérogatoires à l'honneur du métier.
A compter de l'entrée en vigueur d'une telle entente, aucun membre ne peut, sans se rendre coupable d'un acte dérogatoire à l'honneur du métier et être passible des peines disciplinaires prévues par la pré-

mechanic, or usurps any of the titles reserved for members of the Corporation, commits an infraction of this act and is liable to a fine of one hundred to two hundred dollars for a first offence, and of two hundred to one thousand dollars for each subsequent offence within two years."

1949, c.
109, s. 21, am.
Delay.
7. Section 21 of the said act is amended by adding the following paragraph:
"Such actions or proceedings may be instituted within two years after the offence."

8. Section 22 of the said act is replaced by the following: 1949, c.
109, s. 22 replaced.

Rights safe-guarded.
"22. This act shall not affect the rights and privileges of
a. the Corporation of Engineers of Quebec and its members under the Engineers Act, 12-13 Elizabeth II, chapter 56;
b. the Province of Quebec Association of Architects and its members under the Architects' Act (Revised Statutes, 1941, chapter 272);
c. the members of the Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec.

Idem.
Furthermore, nothing in this act shall prevent a certified technician from doing any work by virtue of the training given him in the technical schools governed by the Specialized Schools Act (Revised Statutes, 1941, chapter 63).

1949, c.
109, ss. 23-29, ad.
9. The said act is amended by adding, after section 22, the following title and sections:

"BID DEPOSITORY

Agreement.
"23. The council may make an agreement with a builders' association or a fiduciary for the establishment of a bid depository for tenders submitted respecting certain categories of work in a given territory.

Breach of agreement derogatory act.
After such an agreement comes into force, no member may, without being guilty of an act derogatory to the honour of the trade and liable to the disciplinary penalties provided by this act and the

sente loi et les règlements, sous réserve de tous recours civils qui peuvent naître de telles infractions:

- a) soumissionner de quelque manière pour l'exécution des travaux compris dans les catégories définies par une entente autrement que de la façon qu'elle prescrit;
- b) contracter pour l'exécution de tels travaux autrement qu'aux prix et conditions de sa soumission déposée suivant cette entente;
- c) accorder quelque réduction sur le prix de sa soumission ou verser quelque commission, ristourne, participation ou autre avantage ayant pour effet d'en réduire le prix véritable;
- d) chercher à obtenir des renseignements sur une soumission avant qu'elle ne soit ouverte.

regulations, subject to any civil recourse which may arise from such offences:

- a. tender in any manner for the carrying out of work included in the categories defined by any agreement, otherwise than in the manner which it prescribes;
- b. contract for the carrying out of such work otherwise than at the price and upon the conditions of his tender submitted in accordance with such agreement;
- c. grant any reduction in the price of his tender or pay any commission, rebate, participation or other advantage having the effect of reducing the true price;
- d. endeavour to obtain information respecting a tender before it is opened.

Contenu
de
l'entente.

"24. Le conseil peut inclure dans l'entente toute stipulation aux fins:

- a) de délimiter le champ d'application de l'entente;
- b) d'établir un ou plusieurs bureaux de soumissions;
- c) de réglementer la régie interne et l'administration des bureaux de soumissions;
- d) de constituer des comités et les charger d'administrer les bureaux de soumissions et d'assurer l'application de l'entente, ou leur confier toute autre tâche se rapportant aux soumissions;
- e) de réglementer toutes les matières touchant à ces comités, telles que le nombre et la nomination des membres, leur remplacement, la rémunération ou l'indemnité qu'ils toucheront, le droit des comités de louer les services d'employés, d'experts et de conseillers, leur régie interne et, en général, l'administration des bureaux de soumissions;
- f) de fixer la contribution exigible du soumissionnaire dont la soumission a été acceptée et le coût des pièces, documents ou services fournis par le bureau des soumissions;
- g) de réglementer tout ce qui touche à l'argent provenant de l'application de l'entente, comme la perception, la garde, le dépôt, l'emploi pendant la durée de l'entente et le partage de l'argent à la fin de l'entente ainsi que les réserves néces-

"24. The council may include in the agreement any provision to:

- a. determine the field of application of the agreement;
- b. establish one or more bid depositories;
- c. regulate the internal management and administration of bid depositories;
- d. establish committees and authorize them to manage bid depositories and to ensure the application of the agreement, or assign to them any other duty in connection with tenders;
- e. regulate all matters relating to such committees, such as the number and appointment of members, their replacement, the remuneration or indemnity that they shall receive, the right of committees to engage employees, experts and advisers, their internal management and the management of bid depositories generally;
- f. fix the assessment payable by the tenderer whose tender has been accepted and the cost of the exhibits, documents or services furnished by the bid depository;
- g. regulate everything relating to the money arising from the carrying out of the agreement, such as the collection, safe-keeping, deposit, use during the term of the agreement, and the division of the money at the end of the agreement, as

Contents
of agree-
ment.

saires au bon fonctionnement du bureau;

h) de s'assurer contre les risques que comporte l'activité du bureau des soumissions;

i) de décider, dans le cas où les plans et devis ont été modifiés, les conditions et formalités des nouvelles soumissions;

j) de réglementer les modalités et les formalités des soumissions et la procédure à suivre en ces matières;

k) de déterminer les attributions du dépositaire des soumissions, ses droits et obligations, et le chiffre de sa rémunération;

l) de prendre, dans le cadre des pouvoirs conférés à la Corporation toute décision qui permette d'atteindre les fins de l'entente.

well as the reserves necessary for the proper functioning of the bid depository;

h. insure itself against the risks arising from the operation of the bid depository;

i. decide, when the plans and specifications have been changed, on the conditions and formalities of new tenders;

j. regulate the clauses and formalities of tenders and the procedure to be followed in such matters;

k. determine the duties of the depository of tenders, his rights and obligations and the amount of his remuneration;

l. make, within the scope of the powers of the Corporation, any decision to further the achievement of the purposes of the agreement.

Services à d'autres professions, etc.

"25. Les parties à l'entente peuvent autoriser le bureau de soumissions à rendre, aux conditions qu'elles ont arrêtées, les mêmes services à des personnes exerçant une autre profession ou un autre métier.

"25. The parties to the agreement may authorize the bid depository to furnish, on such conditions as they have decided, the same services to persons exercising another calling or carrying on another trade.

Services to other trades, etc.

Ententes autorisées.

"26. La Corporation peut, aux fins de l'article 25, faire des ententes avec des groupes, associations ou compagnies.

"26. For the purposes of section 25, the Corporation may make agreements with groups, associations or companies.

Agreements authorized.

Infraction et peine.

"27. Toute personne qui a obtenu, en contravention des dispositions de l'entente, un contrat d'exécution de travaux qui tombent dans l'une ou l'autre des catégories de travaux mentionnés à l'entente, commet une infraction à la présente loi et encourt une amende égale à 5% du prix du contrat.

"27. Every person who has obtained, contrary to the provisions of the agreement, a contract to carry out work falling within any category mentioned in the agreement commits an infraction of this act and is liable to a fine equal to 5% of the contract price.

Offence and penalty.

Recouvrement de l'amende.

L'amende est recouvrable sur poursuite intentée selon l'article 28, cependant, la condamnation à l'amende ne peut être prononcée qu'à l'exclusion de toute autre peine ou poursuite.

The fine shall be recoverable upon an action instituted in accordance with section 28, but the fine cannot be imposed except to the exclusion of any other penalty or proceeding.

Recovery of fine.

Jurisdiction.

"28. La poursuite en vertu de l'article 27 est de la compétence de la Cour de magistrat ou de la Cour supérieure, selon le montant de l'amende.

"28. Proceedings under section 27 shall be within the competence of the Magistrate's Court or of the Superior Court, according to the amount of the fine.

Jurisdiction.

Procédure.

La procédure prescrite au Code de procédure civile pour les matières sommaires s'applique.

The procedure prescribed by the Code of Civil Procedure for summary matters shall apply.

Procedure.

District judiciaire.

L'action doit être prise dans le district judiciaire où l'infraction a été commise, ou dans celui où se trouve le bureau des

The action shall be taken in the judicial district where the offence was committed, or in that where the bid depository

Judicial district.

soumissions, ou dans celui où le défendeur a son domicile.

Délai. Elle peut être intentée dans les deux ans qui suivent le jour où la cause d'action a pris naissance.

Appel. Il y a appel dans tous les cas à la Cour du banc de la reine.

Exemplaire au lieutenant-gouverneur en conseil. "29. Un exemplaire de chaque entente doit être remis sans délai au lieutenant-gouverneur en conseil par l'intermédiaire du ministre."

Conditions d'admission. 10. Ont le droit de devenir membres de la Corporation, les personnes qui, au moment de la sanction de la présente loi, exerçaient le métier de maître mécanicien en tuyauterie dans les territoires non organisés ou dans les municipalités dont la population ne dépassait pas 5,000 âmes; elles doivent cependant présenter une demande d'admission écrite, adressée à la Corporation dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, et se conformer aux règlements de la Corporation.

Entrée en vigueur. 11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

is located, or in that in which the defendant is domiciled.

Delay. It may be commenced within two years after the day when the cause of action arose.

Appeal. In all cases an appeal shall lie to the Court of Queen's Bench.

"29. A copy of each agreement shall be forwarded forthwith to the Lieutenant-Governor in Council through the Minister." Copy to Lt.-Gov. in C.

10. Persons who, at the time of the sanction of this act, are engaged in the trade of master pipe-mechanic in unorganized territories or in municipalities whose population does not exceed 5,000 souls shall have the right to become members of the Corporation; but they must make application in writing to the Corporation within the year following the coming into force of this act and comply with the regulations of the Corporation. Qualifications for membership.

11. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.